

31 octobre 2007

Crise forestière Guy Chevrette interpelle Québec

De passage à Matane mardi, le président du Conseil de l'industrie forestière du Québec, Guy Chevrette, qui effectue présentement une tournée des régions, a rencontré des membres de l'industrie et des élus municipaux.

Selon M. Chevrette, la crise forestière ne se résorbera pas avant plusieurs mois. L'éventualité d'une récession aux États-Unis, la flambée du dollar canadien et la campagne de salissage de GreenPeace à l'endroit des compagnies forestières, affirme-t-il, ne peuvent que nuire à la situation.

Ainsi, selon lui, le gouvernement doit intervenir en redistribuant le bois pour stabiliser les usines. Aussi, précise-t-il, Québec devra faire des choix judicieux quant à la gestion de la ressource ligneuse et de l'industrie.

« Si une industrie est malade, est-ce que j'en laisse cinq agoniser, dans une région, ou je m'arrange pour qu'il y en ait quatre en santé », exemplifie-t-il.

Les représentants des regroupements forestiers ajoutent que la crise a fait prendre conscience aux grandes compagnies que les choses peuvent être faites autrement.

« L'industrie est prête à abandonner un certain bout dans l'aménagement. C'est structurant pour le milieu. L'industrie est prête aussi à pousser la transformation. Ça aussi c'est bon pour nous », soutient Ghislain Miousse, directeur général de la Société d'exploitation des ressources des Monts.

Par ailleurs, le président du Conseil de l'industrie forestière réclame toujours la mise en place d'un programme pour les travailleurs âgés, dont une part, défend-il, devrait être financée par le gouvernement fédéral. [Radio-Canada](#)

Commission de la santé et de la sécurité au travail LM Glassfiber montrée du doigt

Entre février 2006 et mars 2007, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a relevé 14 infractions à l'usine de pâles LM Glassfiber de Gaspé. Éric Arseneault, responsable des communications, explique que trois principaux manquements ont alerté la CSST.

« En fait, la CSST lors de ses interventions chez LM Glassfiber, a noté des problèmes notamment liés à la qualité de l'air, à la sécurité des machines et à l'étiquetage des matières dangereuses », précise-t-il.

Ces dérogations ont d'ailleurs mis la santé des travailleurs en danger en octobre 2006.

« À ce moment-là, la CSST a été mise au courant qu'il y avait de très, très fortes

concentrations de styrène et que ça pouvait représenter des risques d'explosion. Alors, la CSST est intervenue sur-le-champ, pour arrêter les travaux », raconte M. Arseneault.

Non seulement le styrène en forte concentration est explosif, mais, selon la commission, il est également cancérigène.

Ce sont d'ailleurs, affirme Marilène Nicolas, présidente régionale de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), des préoccupations sur la santé des travailleurs qui ont conduit à leur syndicalisation.

« L'une des premières raisons était, bien sûr, la question de la santé et de la sécurité au travail. Un certain nombre d'informations au point de vue de l'aération, entre autres, où on relatait des difficultés », rapporte-t-elle.

Pour l'instant, aucun constat d'infraction n'a été émis, principalement en raison de la collaboration des dirigeants de l'usine avec les enquêteurs de la CSST.

D'ailleurs, en ce qui concerne la direction, elle préfère s'abstenir de tout commentaire pour l'instant. Martin Couture, directeur général de LM Glassfiber, s'est toutefois engagé à tenir un point de presse dès la semaine prochaine. [Radio-Canada](#)

Un pas vers l'École d'agents correctionnels à Carleton

Le campus de Carleton du Cégep de la Gaspésie se positionne davantage dans la course pour opérer l'École nationale d'agent correctionnel. Dès l'automne prochain, l'établissement scolaire formera les jeunes en Techniques d'intervention en délinquance.

Cette formation est déjà offerte aux adultes à Carleton, maintenant elle sera accessible aux jeunes. L'établissement a un an pour prouver la pertinence d'offrir la nouvelle Techniques d'intervention en délinquance, spécialisation en services correctionnels. Le défi est d'attirer au moins 10 étudiants et répondre au besoin du marché où il y aurait un manque d'effectifs importants selon la direction du cégep.

"C'est vraiment notre attestation d'études qu'on ramène à un niveau collégial sous forme de DEC pour répondre on pense plus adéquatement aux besoins," affirme un enseignant, François Gagnon.

"Plus on va faire en sorte que les gens qui sont formés ici répondent à l'emploi, tout cela fait en sorte qu'on met des munitions dans notre... bien pas des munitions, mais des arguments dans notre dossier," rigole le directeur du campus de Carleton, Louis Bujold.

Louis Bujold ne cache pas que Carleton est toujours intéressé par l'École nationale d'agents correctionnels. Nicolet a été invité à évaluer la possibilité d'offrir ce service. Québec n'en est pas à décider où sera construite la nouvelle école.

"Il y a un premier pas à franchir avant de tenter de recevoir une école nationale à Carleton ou à Nicolet, à savoir s'il y a un réel besoin et si c'est dans les visions du

ministère de la Sécurité publique d'avoir une école nationale au Québec," explique Louis Bujold.

Pour ce qui est de la nouvelle formation, il faudra 2 ans pour obtenir un diplôme d'études collégiales à Carleton, contrairement à Montréal ou Québec où il en faut davantage. La direction du campus de Carleton a déjà commencé à promouvoir son nouveau produit dans l'est du Québec. Réussiront-ils à attirer davantage de jeunes dans la région? Réponse le premier mars 2008. [CHAU-TVA](#)

Expérimentation sur le dégivrage des pales d'éoliennes

Le Centre de recherche en éolien s'associe avec l'usine de pales d'éoliennes LM Glasfiber de Gaspé et l'Institut national de recherche scientifique.

Le procédé consiste à réduire l'adhérence de l'eau sur les pales avec un principe d'irradiation aux rayons ultraviolets. LM Glasfiber fournira des échantillons. CORUS prévoit 6 mois pour ce projet de 75 mille dollars.

On souhaite commercialiser ce traitement d'ici un an et demi et l'appliquer à toutes les pales produites à Gaspé. Un des objectifs est d'augmenter la durée de vie des éoliennes, évaluée à une vingtaine d'années.

"Ça va non seulement augmenter la productivité de l'éolienne, parce qu'on va réduire les temps d'arrêts et les opérations de maintenance. On va augmenter aussi sa durée de vie, du fait qu'on va diminuer la surcharge qui est causée par l'accumulation de la glace. C'est vraiment un effet composé," indique le directeur scientifique du Centre Corus, Redouane Megateli. [CHAU-TVA](#)

Consultations libérales dans l'Est du Québec

L'exode des jeunes, l'aide fiscale aux régions ressources, la nécessité des infrastructures technologiques (généralisation d'Internet haute vitesse, cellulaire), la relève et le transfert de propriété des entreprises agricoles et une réelle volonté de relance économique ont fait partie des éléments soulevés lors de la tournée ces derniers jours des trois groupes de consultation du Parti libéral du Québec au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie.

Quelque 165 personnes ont participé à Sainte-Anne-des-Monts, à New Richmond et à Trois-Pistoles aux trois ateliers sur le développement économique et régional, le développement durable, l'identité et le fédéralisme lancés cet été par le premier ministre Jean Charest. Une soixantaine d'élus municipaux des deux régions ont aussi rencontré les représentants libéraux, dont 40 au Bas-Saint-Laurent.

« Je retiens de cette tournée qu'il y a beaucoup de dynamisme, des enjeux qui se recoupent avec nos thèmes et des particularités régionales. Le pacte rural a été considéré, par exemple, comme un pas dans la bonne direction. Le dossier de la forêt a été abordé de façon très sereine vers des produits à valeur ajoutée de deuxième et de troisième transformation. Il y a un cheminement, et les gens sont en mode solutions », a dit Pierre Corbeil, responsable de l'atelier sur le développement

économique et régional. « La Gaspésie, région verte, région ouverte », a même noté l'ex-ministre libéral dans ses notes de travail.

L'aide fiscale aux régions ressources, objet d'une autre consultation, a aussi refait surface. « Les moyennes de baisse de taux de chômage masquent des disparités interrégionales, mais aussi intrarégionales avec des MRC plus pauvres que d'autres. Il y a une question d'équité entre les régions qui est soulevée. »

Le maire de Trois-Pistoles, Jean-Pierre Rioux, a demandé aux représentants libéraux de tenir compte des villes et des municipalités de « petite taille » qui n'ont plus les moyens d'assumer des coûts supplémentaires générés par de nouvelles exigences gouvernementales qui soustraient indirectement des ressources financières au développement économique

« Il faut que les mesures d'aide fiscale aux régions ressources soient maintenues, mais peuvent être modulées pour éviter des problèmes avec les régions limitrophes comme Chaudière-Appalaches », a dit le maire Rioux.

« Il y a eu des débats sur le comment ouvrir les régions aux immigrants, mais aussi que les immigrants s'ouvrent aux régions, l'intervention de nouveaux acteurs comme les chambres de commerce et des nouveaux arrivants en misant sur l'éducation au lieu de la punition », a fait ressortir Marc Tanguay, responsable du comité identité et fédéralisme. Le groupe libéral, qui a déjà parcouru l'Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches et la Mauricie, sera sur la Côte-Nord les 3 et 4 novembre. **Le Soleil**

Objectif : + 30 %

Les producteurs privés veulent maximiser le rendement de leur lots boisés.

En fin de semaine dernière, lors du second Forum sur la forêt privée, ils se sont doté d'un plan d'action visant à optimiser la mise en valeur de la forêt privée gaspésienne.

Le plan prévoit une augmentation de 30 % du volume de bois à mettre en marché sur une période de 3 ans.

Le directeur du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, Jean-Pierre Rivière, mentionne que pour y arriver il faudra un appui bien senti de tous les partenaires de l'Agence de mise en valeur de la forêt privée.

Les producteurs de bois de la Gaspésie réclament une majoration de 20 % de l'enveloppe budgétaire globale accordée à la réalisation de travaux sylvicoles en forêt privée, pour la porter à 6 millions de dollars.

Ces nouveaux crédits permettrait d'augmenter de 10 % la superficie des travaux d'aménagement et de gonfler d'autant le nombre de nouveaux propriétaires de lots boisés qui ont accès au programme d'aide de l'Agence de mise en valeur de la forêt privée. **CIEU-FM**

Gestion forestière Lacroix et Temrex

Deux entreprises de Nouvelle décrochent les Prix innovation de la CSST, la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Gestion forestière Lacroix et Temrex sont les 2 lauréats de ce concours régional visant à rendre le milieu de travail plus sécuritaire.

Gestion forestière Lacroix s'est démarquée dans la catégorie Petites et moyennes entreprises en mettant en place des bretelles de déviation dans les longues pentes et dans les courbes dangereuses, favorisant ainsi les arrêts d'urgence pour les véhicules lourds en difficulté. L'entreprise a aussi aménagé des ronds-points permettant aux niveleuses et déneigeuses d'effectuer des demi-tours sécuritaires.

Pour sa part, Temrex a mis au point un système de câble d'attaches permettant à ses employés de travailler en toute sécurité lorsqu'ils doivent monter sur les wagons de chemin de fer pour arrimer les chargements. Elle s'est donc méritée le Prix innovation de la catégorie Grandes entreprises.

Finalement, c'est Rexforêt qui a été retenue dans la catégorie Organismes publics. La société d'État a uniformisé les panneaux de signalisation permettant aux ambulanciers de se rendre plus facilement aux différents sites d'évacuation médicale en forêt. L'organisme a en outre produit et distribué aux entreprises ambulancières et aux intervenants du milieu forestier une carte qui indique tous les points de rencontre pour les urgences médicales.

Les 3 lauréats régionaux sont maintenant en lice pour la grande finale provinciale de ce concours dont les gagnants seront dévoilés le 8 avril prochain. **CIEU-FM**

Blais veut une meilleure exploitation du service ferroviaire

Raynald Blais veut que les horaires du train Chaleur s'améliorent.

Le député fédéral de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine rencontrait hier lundi avant-midi le président de Via Rail, Paul Côté, à Montréal. Il profitait qu'Ottawa vient d'annoncer un investissement de 692 millions de dollars pour 5 ans pour Via Rail.

Le député bloquiste demande à Via Rail d'augmenter le nombre de trains de passagers hebdomadairement. Selon lui, un train qui circule 3 jours par semaine est insuffisant pour offrir un service de qualité.

Raynald Blais soutient que le président de Via Rail a promis d'étudier la possibilité d'augmenter le nombre de jours de service.

L'avantage actuellement, selon le député bloquiste, c'est que Via Rail dispose de moyens financiers qui pourraient lui permettre d'améliorer les services. Toutefois, il ne s'attendait pas à des engagements formels de la part du président de l'entreprise ferroviaire.

Raynald Blais demande aussi que Via Rail améliorer ses équipements et ses infrastructures. [Radio-Gaspésie](#)